

Libye

Belkacem Lounes

La forme étonnante de la population autochtone de Libye. On estime qu'ils comptent environ un million de personnes, soit plus de 16 % de la population totale du pays.

Ils vivent dans diverses régions de la Libye au nord, à l'est et au sud du pays sans aucune continuité géographique.

A l'ouest de Tripoli, sur la côte méditerranéenne, ils vivent dans la ville d'At-Wilul (Zwara) et dans les montagnes de l'Adrar Infussen (Nefoussa), à la frontière avec la Tunisie ;

Au sud-est, à la frontière avec l'Égypte, ils vivent dans les oasis d'Awjla, Jalu et Jakhra ; Au sud, la région du Fezzan est traditionnellement le territoire Kel-Tamasheq (touareg), comprenant les régions de Murzuq, Sebha, Ubari, Ghat et Ghadamès. Les Kel-Tamasheq de Libye sont naturellement liés à d'autres communautés Kel-Tamasheq vivant de l'autre côté des frontières avec le Niger et l'Algérie. Tripoli abrite également une importante communauté amazonienne.

Outre les communautés arabes et amazighes, il existe en Libye une minorité ethnique connue sous le nom de « Toubou », composée d'environ 50 000 individus. Ils sont originaires du plateau du Tibesti au Tchad et vivent le long de la frontière Libye/Tchad. Ils vivent un mode de vie nomade et pratiquent le pastoralisme dans une zone qui s'étend du nord du Niger au Soudan.

A l'époque de Kadhafi (1969-2011), la Libye a été déclarée un pays exclusivement « arabe et musulman ». La Proclamation constitutionnelle de 1969 stipule dans son article premier que :

« La Libye est une république arabe (...), le peuple libyen fait partie de la nation arabe et son objectif est l'unité arabe totale. Le nom du pays est la République arabe de Libye ».

L'article 2 ajoute que « *l'islam est la religion d'État et l'arabe sa langue officielle* ».

Depuis lors, la politique gouvernementale a toujours persécuté sans relâche quiconque ne reconnaît pas « l'identité arabo-islamique » de la Libye.

Suite à la « révolution » de 2011, le « Conseil constitutionnel provisoire » a déposé en 2017 un projet de nouvelle Constitution qui ne modifie en rien les fondements identitaires du pays.

L'article 2 prévoit toujours que « *la Libye fait partie de la nation arabe* » et que « *l'arabe est la langue de l'État* ».

L'article 6 note que « *l'islam est la religion d'État et la charia la source de sa loi* ».

D'autres articles discriminatoires s'ensuivent interdisant à un Libyen non musulman de se présenter aux élections à la Chambre des représentants (article 69) ou à la présidence de la République (article 101) et stipulant que la justice sera rendue « au nom d'Allah » (article 189). Ces articles visent clairement à imposer une république islamique, au détriment de la diversité des cultures et des croyances en Libye. Cependant, en raison de

l'opposition amazighe et toubou, et aussi à cause de la guerre, ce projet de constitution n'a pas encore été adopté. La Libye a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones .

Événements en 2020

La guerre civile continue, avec moins d'intensité

Pour la Libye, 2020 a représenté une continuation sur fond de guerre civile qui a affecté négativement les conditions de vie de la population. Les risques de décès ou de blessures sont toujours présents et les infrastructures publiques (santé, éducation, infrastructures de communication, etc.) ont été détruites ou gravement endommagées, notamment dans les villes.

Le pays compte toujours deux parlements et deux gouvernements, l'un à Benghazi dans l'est du pays et l'autre à Tripoli, les deux menant une guerre sans merci aux conséquences désastreuses pour la population. A ces deux acteurs majeurs s'ajoutent des dizaines de milices armées contrôlant différents territoires et intérêts économiques (champs pétroliers et gaziers, ports d'exportation, etc.).

Cette guerre est largement alimentée et exacerbée par l'ingérence d'États étrangers tels que l'Égypte, la Russie, les Émirats arabes unis, le Qatar, la Turquie, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et d'autres, tous cherchant leur part des ressources naturelles du pays. Ces pays fournissent des soldats, des équipements, des financements et un soutien logistique et diplomatique aux parties belligérantes. Certains testent même leurs nouvelles armes, comme des missiles guidés et des drones, dans le pays.

Stéphanie Williams, l'envoyée spéciale de l'ONU en Libye, déclare que :

« La Libye est en train de devenir un champ d'expérimentation pour toutes sortes de nouveaux systèmes d'armes, avec des partisans étrangers de ses belligérants expédiant des armes et des combattants en violation d'un embargo. »¹

L'embargo de l'ONU sur les armes contre la Libye² n'a jamais été appliqué.

Le 19 janvier 2020, l'Allemagne a accueilli à Berlin, sous l'égide de l'ONU, la « Conférence de Libye » réunissant les principaux gouvernements impliqués en Libye : Russie, Turquie, États-Unis, France, Italie, Royaume-Uni, Algérie, l'Égypte, les Emirats Arabes Unis et l'Allemagne.

Les participants ont promis "un cessez-le-feu permanent", le respect de "l'embargo sur les armes" et la fin de toute "ingérence" étrangère dans le pays. En dehors de cette déclaration solennelle, cependant, aucun calendrier ni aucune méthodologie pour sa mise en œuvre n'ont été arrêtés. Le grand public y voit une simple déclaration de bonnes intentions sans réelle volonté politique de résoudre la crise libyenne.

Les communautés autochtones ont adopté des stratégies différentes selon qu'elles vivent en milieu urbain ou sur leurs territoires traditionnels.

Dans la ville de Tripoli, les Amazighs - qui représentent environ un quart de la population - ont été contraints de participer à la guerre d'une manière ou d'une autre, aux côtés du gouvernement de Tripoli.

Sur leurs territoires, tant au nord qu'au sud, ils ont plus ou moins adopté la stratégie du repli et de l'auto-organisation pour se protéger des effets de la guerre et répondre aux besoins collectifs de leurs membres.

L'apparition de la pandémie de coronavirus au printemps 2020 a réduit le nombre d'affrontements armés, et l'intensité de la guerre civile a par la suite considérablement diminué. Les communautés autochtones se sont toutefois retrouvées face à un nouveau danger : celui de la pandémie de coronavirus.

Une vie précaire pour les peuples autochtones de Libye

En l'absence d'un gouvernement capable de les protéger et de répondre à leurs besoins, les communautés autochtones ont tenté de s'auto-organiser selon leurs traditions autonomes afin de relever collectivement les défis à venir.

Dans les Territoires amazighs à l'ouest de Tripoli, ce sont donc les autorités locales qui forment le pouvoir de décision et assurent au mieux les services publics essentiels (santé, éducation, sécurité...).

Et pourtant, même pendant cette crise multidimensionnelle, les Amazighs continuent de faire face à des discriminations. Dans un discours public en août 2020, le Premier ministre du gouvernement de Tripoli a déclaré qu'il était temps de réactiver le projet de constitution de 2014, rejeté à la fois par les Amazighs et les Toubou parce qu'il les discriminait. La circulaire gouvernementale a également été envoyée à toutes les collectivités locales leur rappelant de ne pas inscrire les prénoms non arabes dans le registre des naissances. Face aux vives protestations des représentants amazighs, cette circulaire a finalement été retirée. Les Amazighs et les Toubou sont également discriminés en termes d'accès à l'emploi et d'obtention de postes à responsabilité dans les entreprises et l'administration de l'État. Par exemple, dans le port gazier de Melitta, près d'At-Willul (Zwara), en territoire amazigh, seuls 10 % des 1 300 employés sont amazighs.

Au sud, les Kel-Tamasheq (Touareg) et les Toubou subissent une discrimination spécifique remontant à l'époque de Kadhafi : celle du refus de l'administration d'accorder la nationalité libyenne à plus de 100 000 habitants de cette région. Suite à la « révolution » de 2011, le gouvernement a instauré un numéro d'identité nationale pour tous les Libyens⁴ mais celui-ci est refusé à des dizaines de milliers de personnes appartenant aux communautés Kel-Tamasheq et Toubous. Cela signifie que ces Libyens sont « sans papiers » et n'ont donc pas de carte d'identité et donc pas d'accès à l'école, aux services de santé publique, ou à tout autre service public, ni ne peuvent obtenir un emploi salarié. Les plaintes adressées à l'administration libyenne depuis 2011 sont tombées dans l'oreille d'un sourd.

L'autre défi pour les habitants de cette région est la pauvreté par leur marginalisation socio-économique. Cette région possède des puits de pétrole contrôlés par le gouvernement ou des milices du nord mais la population locale ne perçoit aucun des revenus générés par ces ressources, qui sont exploitées avec l'aide de compagnies étrangères. Ils n'ont le droit d'occuper que des emplois subalternes dans les industries extractives.

Invoquant des raisons de sécurité, l'Algérie ferme régulièrement sa frontière avec la Libye pendant de longues périodes, empêchant le commerce entre les communautés Kel-Tamasheq vivant des deux côtés de la frontière. Les visites familiales et le commerce traditionnel entre les zones de Ghat en Libye et Djanet sont souvent brutalement interrompus, empêchant l'échange de produits de première nécessité tels que la nourriture et les médicaments. Ce problème se traduit par des crises alimentaires et sanitaires à répétition, provoquant du stress et une nouvelle dégradation des conditions de vie des familles.

Les Toubou sont une communauté non arabe en Libye, tout comme les Kel-Tamasheq, leurs voisins du sud de la Libye. En conséquence, ils sont victimes de racisme et de marginalisation depuis l'époque de Kadhafi. Ils n'ont pas accès aux ressources de leur territoire et doivent recourir aux armes pour défendre leur territoire.⁵ Ils forment parfois leur propre milice pour la défense autonome de leurs terres ou parfois ils s'allient avec les Kel-Tamasheq ou avec soit l'armée du général Haftar ou celle du gouvernement de Tripoli.

Les Toubous et les Amazighs de Libye sont également exclus des affaires politiques. A chaque fois que des représentants des communautés et régions de Libye se réunissent pour discuter d'une issue à la crise qui sévit depuis dix ans dans le pays, les représentants des communautés amazighs et toubous ne sont jamais invités. Hicham Ahmadi, membre du Haut Conseil Amazighs de Libye a noté à ce sujet :

« Malgré nos nombreuses rencontres avec les représentants de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), nous n'avons pas été invités. »⁶

Les amazighs et Toubous de Lybie ont créés une alliance en septembre 2020 appelée « *Union des peuples autochtones de Libye* » visant à faire avancer leurs revendications et à défendre leurs droits.

Les communautés autochtones non arabes en Libye proposent et souhaitent un État fédéral doté d'un statut autonome pour leurs territoires dans le cadre du droit à l'autodétermination. Cela pourrait être une solution qui préserverait les droits et les intérêts de chaque partie et assurerait la paix.

Les communautés autochtones en Libye dans le contexte de COVID-19

Amnesty International s'inquiète de ce que :

« Le système de santé publique de la Libye a été miné par des années de conflit armé et d'insécurité, notamment des attaques contre des installations médicales, l'exode de personnel médical qualifié et des ingérences fréquentes dans la fourniture de services médicaux. En plus de ces risques généraux, la discrimination préexistante contre les groupes ethniques minoritaires tels que les Toubou et les Touareg crée des obstacles supplémentaires à leur accès aux soins de santé ».

La présence de nombreux groupes armés rivaux et les combats pour le contrôle du territoire et des richesses rendent les déplacements vers les centres de santé dangereux. De plus, ils sont tous contrôlés par une milice ou une autre. De ce fait, la peur de la

violence décourage les patients des consultations médicales. Les hôpitaux et dispensaires manquent d'équipements et les conditions d'hygiène sont déplorables. Aucune mesure gouvernementale spéciale de protection sociale n'a été appliquée. Les membres des communautés Toubou et Touareg sont confrontés à des obstacles supplémentaires pour accéder aux soins de santé publics car ils ne possèdent pas de documents d'identité.

Les communautés autochtones de Libye ont cependant réussi à limiter la propagation de la pandémie de COVID-19 en établissant leurs propres services autonomes pour organiser et surveiller le verrouillage, limiter l'accès à leurs territoires et utiliser les médecines traditionnelles.

Notes and références

1. Reuters Staff. "Libya turning into 'experimental field' for arms as war heats up -UN." Reuters, 23 April, 2020. <https://www.reuters.com/article/libya-security-idUSL5N2CB738>
2. United Nations Security Council. "Security Council resolution 2473 (2019)." 6 October, 2019. <https://digitallibrary.un.org/record/3808759?ln=en>
3. Courrier International. "Libye: à la conférence pour la paix à Berlin, le bal des hypocrites [Libya: at the Peace Conference in Berlin, the hypocrites' ball]." 20 January, 2020. <https://www.courrierinternational.com/article/opinion-libye-la-conference-pour-la-paix-de-berlin-le-bal-des-hypocrites>
4. Law 8 - 2014, Article 7: *"All ministries and administrative units of the government and institutions, civil and military bodies, public companies and the like shall use the national number assigned to each Libyan citizen in the payment of all salaries and remuneration of all administrative, financial and economic procedures related to the Libyan state. All the parties mentioned shall suspend the salary, bonus or financial entitlement of any Libyan citizen in case he fails to submit the national number assigned to him. The aforementioned parties shall not complete any financial, administrative or economic activities for any Libyan citizen except by the national number"*
5. Said, Asma. "Libye: Le Fezzan, une région en lutte contre sa marginalisation [Libya: Fezzan, a region struggling against its marginalization Orient] XXI, 24 December, 2020. <https://orientxxi.info/magazine/libye-dans-le-fezzan-toubous-et-touaregs-entre-division-et-abandon,4379>
6. Bakir, Assia. "Sans les Amazighs et les Toubous, il sera impossible de construire une stabilité politique en Libye [Without the Amazigh and the Toubou, it will be impossible to build political stability in Libya]." El-Watan, 14 November, 2020. <https://www.elwatan.com/edition/international/hichem-ahmadi-membre-fondateur-du-haut-conseil-des-amazighs-de-libye-hcal-sans-les-amazighs-et-les-toubous-il-sera-impossible-de-construire-une-stabilite-politique-en-libye-14-11-2020>
7. Amnesty International. "Libya: Historic discrimination threatens right to health of minorities in the south amid COVID-19." 20 April, 2020. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/04/libya-historic-discrimination-threatens-right-to-health-of-minorities-in-the-south-amid-covid19/>
8. Ibid.